



## Les paramédics luttent pour la parité salariale et des temps de réponse plus rapides

Les 3 500 paramédics ambulanciers de la C.-B. sont en grève depuis plus de deux mois. Les paramédics continuent à fournir des services ambulanciers en vertu de la *loi sur les services essentiels* de la province. Jetez un coup d'œil à l'intérieur pour en savoir plus sur les régions à « Scènes de la vie syndicale ».

Page 3

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Été 2009

# La Réplique

## L'équité salariale et la récession

*Le dur climat économique permet aussi de galvaniser les syndicats, selon une économiste politique*



« Cette récession n'est pas une récession ordinaire, a déclaré l'économiste politique Armine Yalmizyan à des centaines de déléguées à la Conférence nationale du SCFP sur les négociations pour l'égalité des femmes. C'est une rupture mondiale d'une ampleur jamais vue. »

PAR CATHERINE LOULI

Une Canadienne sur cinq vit en situation de faible revenu, selon Statistiques Canada. C'est l'effet consternant de l'écart salarial – et l'une des raisons pour lesquelles il est si important pour le SCFP de militer pour la hausse du salaire des femmes. Les faits montrent clairement que les femmes arrivent difficilement à joindre les deux bouts.

À la Conférence nationale du SCFP sur les négociations pour l'égalité des femmes, l'économiste politique Armine Yalmizyan a expliqué aux déléguées certaines réalités auxquelles sera confronté le mouvement syndical en 2009. « Premièrement, a souligné Mme Yalmizyan, cette récession n'est pas une récession ordinaire – il s'agit d'une rupture mondiale de la chaîne d'approvisionnement comme nous n'en avons jamais vu. C'est la répudiation totale de tout ce dont on nous rebat les oreilles depuis 30 ans. On nous disait que les marchés étaient la solution à tout et que le problème venait des gouvernements. Aujourd'hui,

plus personne ne peut affirmer cela en vous regardant droit dans les yeux. »

Environ 72 pour cent des Canadiens qui travaillent dans le secteur public sont syndiqués et la très grande majorité sont des femmes. « Les syndicats du secteur public sont dans une situation particulière – sur le front salarial, il sera difficile de négocier des augmentations supérieures à l'inflation et de combler les écarts historiques actuels, a dit Mme Yalmizyan aux déléguées. Malgré l'écart salarial, les femmes ont toujours lutté pour le changement, pour la justice. Il est possible que les négociations soient axées sur le temps plutôt que sur l'argent, comme cela commence à se faire chez les syndicats québécois. Ce moment de crise, c'est la fissure dans l'édifice, l'événement qui nous galvanisera. C'est une occasion unique dans une vie. »

**Pour entendre tout le discours en balladodiffusion, allez à [scfp.ca/negotiations/armine](http://scfp.ca/negotiations/armine)**

## Le SCFP lance une nouvelle publication nationale

Bienvenue à **La Réplique** – le nouveau bulletin national du SCFP. **La Réplique** est un bulletin trimestriel destiné à faire le point sur les enjeux qui touchent les membres du SCFP selon une perspective nationale.

Dans le présent numéro, vous trouverez une rubrique de l'économiste du SCFP Toby Sanger sur la crise économique actuelle, un article sur les régimes de retraite, une entrevue avec le président national du SCFP Paul Moist sur ce que fait le syndicat pour protéger les droits, les salaires et les avan-

tages sociaux durement gagnés des membres pendant la récession, un texte sur les salaires des femmes et bien plus encore. Il y a beaucoup de nouvelles à partager, et on peut trouver tous nos articles à [scfp.ca/la-replique](http://scfp.ca/la-replique)

Dites-nous ce que vous pensez. Envoyez-nous un courriel à [scfp.ca/la-replique/lettres](mailto:scfp.ca/la-replique/lettres) ou écrivez-nous à :

Lettres à la rédaction,  
*La Réplique*,  
1375, boul. Saint-Laurent,  
Ottawa (Ontario),  
K1G 0Z7

**SCFP** / Syndicat canadien  
de la fonction publique

Des membres du SCFP ont aidé à mettre fin à une prise d'otages, p. 4

## La Réplique

La publication trimestrielle  
du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le  
Syndicat canadien de la fonction  
publique. Adressez toute  
correspondance à :  
SCFP-Communications,  
1375, boul. Saint-Laurent,  
Ottawa, ON, K1G 0Z7.  
Téléphone : 613-237-1590.  
Télécopieur : 613-237-5508.

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non  
distribuables à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à [scfp.ca](http://scfp.ca)  
ou communiquez avec nous à  
[cupemail@cupe.ca](mailto:cupemail@cupe.ca)

Rédactrice en chef : Catherine Louli  
Directrice des communications :  
Louise Leclair  
Traduction : Louise O'Neill  
Graphisme : Marnie Thorp

Collaborateurs : Murray Bush, Lou  
Arab, Beth Smilie, Dennis Lewycky,  
Pat Daly, Robert Bellerose, Alexandre  
Boulerice, Danielle Savoie, John  
McCracken, Catherine Louli, Allison  
Gifford, Sébastien Goulet et Mike  
Old.

Adjointe à la rédaction : Marjorie  
Savoie



Imprimé par une entreprise  
syndiquée sur du papier recyclé  
contenant 100 % de matières  
recyclées après consommation,  
certifié par le Forest Stewardship  
Council.

**Syndicat canadien de la fonction  
publique**

**Conseil exécutif national**  
Président national – Paul Moist  
Secrétaire-trésorier national – Claude  
Généreux

**Vice-présidences générales**

Daniel Légère  
Lucie Levasseur  
Patrick (Sid) Ryan  
Kevin Rebeck  
Barry O'Neill

**Vice-présidences régionales**

Donna Ryan – Terre-Neuve-et-  
Labrador  
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse  
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick  
Milo Murray – Île-du-Prince-Édouard  
Charles Fleury – Québec  
Nathalie Stringer – Québec  
Candace Rennick – Ontario  
Michael Hurley – Ontario  
Wyman MacKinnon – Nord de  
l'Ontario  
Tracey Beastall – Manitoba  
Tom Graham – Saskatchewan  
Dennis Mol – Alberta  
Mark Hancock – Colombie-  
Britannique  
Ken Robinson – Colombie-  
Britannique

**Vice-présidences de la diversité**

Brian Barron  
Yolanda McClean

# Le SCFP reste solide dans la tourmente de la crise économique



PAR ALLISON GIFFORD

Allison Gifford a discuté avec  
le président national du SCFP Paul  
Moist pour en savoir plus sur les  
mesures que prend le SCFP en  
réponse à la crise économique  
actuelle.

*Vingt-cinq ans de déréglementation, de privatisation et de libre-échange nous ont menés tout droit à la récession. Mais le problème est encore aggravé par les employeurs et certains gouvernements qui s'en prennent aux salaires des travailleurs syndiqués. Comme syndicat national, quelle sera notre prochaine stratégie?*

Les salaires des travailleurs  
canadiens ont à peine bougé en  
termes réels depuis la dernière  
récession, au début des années 90.  
Pourtant, certains gouvernements et  
employeurs invoquent la récession  
pour justifier leurs attaques contre  
le droit à la libre négociation  
collective et contre les salaires et les  
avantages sociaux des travailleurs.  
Nous avons survécu à d'autres  
récessions et celle-ci ne fera pas  
exception. Dans les moments  
difficiles, nous devons compter  
sur nos plus grandes forces :  
l'organisation, la planification  
stratégique et la lutte intelligente.

*Quelle est la situation pour les  
militants qui amorcent des négocia-  
tions avec leur employeur sur les*

*Il est important que nous soyons  
solidaires des autres travailleurs  
canadiens qui sont durement frappés  
par la récession et que nous défendions  
les droits syndicaux fondamentaux des  
travailleurs du monde entier.*

*salaires et les avantages sociaux?*

Je crois que nous pouvons nous  
attendre à ce que les négociations  
soient dures et que certains employeurs exigent des concessions. Ce n'est pas nouveau, mais la tendance pourrait s'accroître et il est certain que notre détermination sera mise à l'épreuve. Il est extrêmement important que les comités de négociation travaillent en étroite collaboration avec leurs conseillers syndicaux et que nous soyons disciplinés et prêts à faire face à ce qui nous attend. Enfin, nos membres doivent savoir, peu importe la taille de leur groupe, qu'ils font partie du syndicat le plus grand et le plus fort au Canada et qu'ils peuvent compter sur l'appui de l'ensemble du syndicat national lorsqu'ils en auront besoin.

*Vous avez sillonné le pays pour assister aux congrès des divisions du SCFP. La crise économique inquiète-t-elle les membres des différentes régions?*

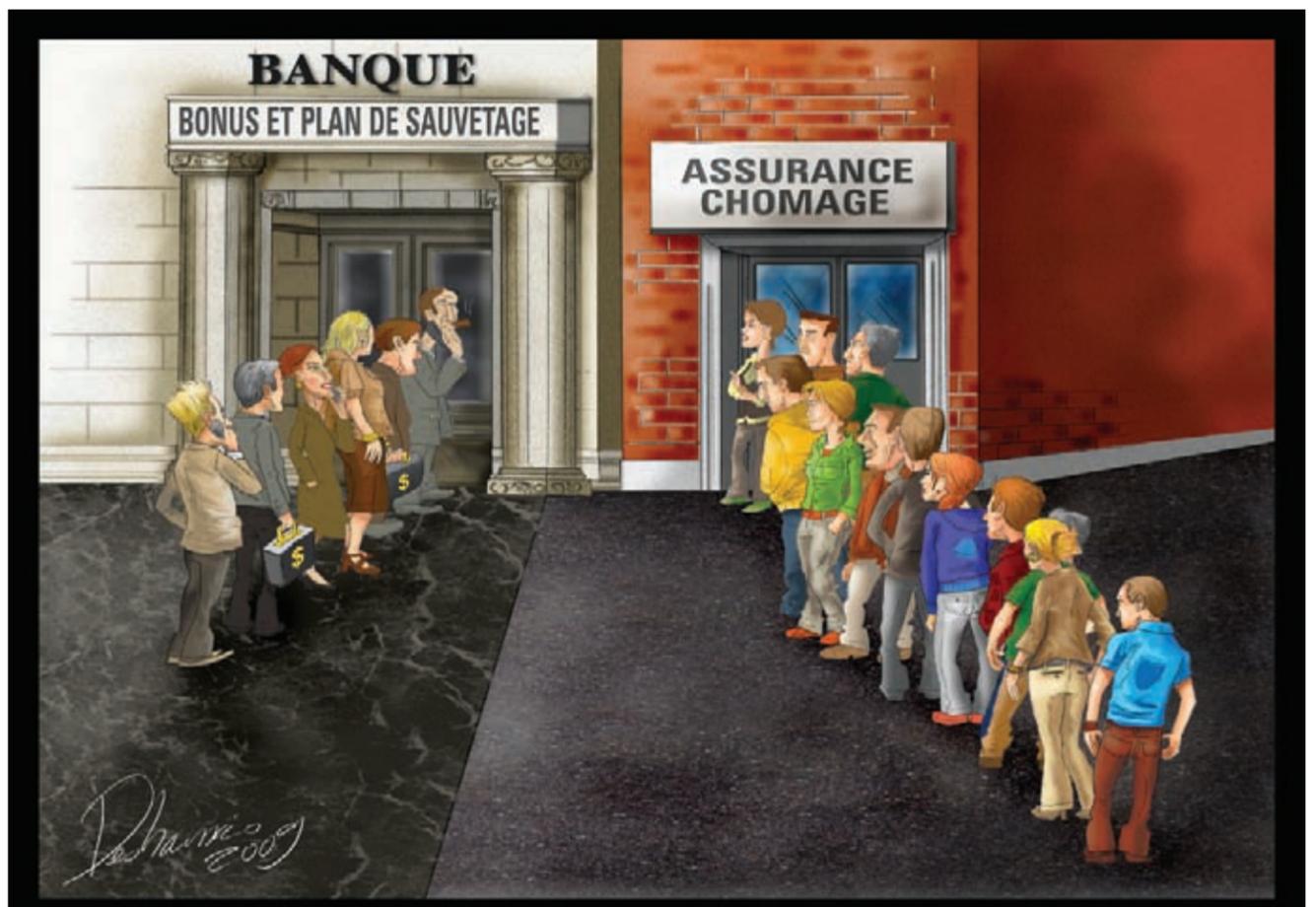
La récession – et ses conséquences sur les collectivités – était au cœur de toutes les discussions. De nombreux membres du SCFP ont de la famille et des amis qui ont perdu leur emploi dans le secteur privé et certains ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi. Dans chaque région du pays, nous avons rencontré des membres du SCFP très conscients du ralentissement

économique et très déterminés à défendre leur droit à la libre négociation collective.

*Dans quelle direction voulez-vous que le SCFP s'engage dans le contexte actuel? Quelles réalisations aimeriez-vous voir s'accomplir?*

Je suis heureux du niveau et du ton des débats auxquels j'ai assisté aux congrès provinciaux du printemps et je suis content que notre congrès national ait lieu cet automne à Montréal. Il est important que nous nous réunissions et que nous réaffirmions notre engagement à nous organiser, à négocier de bonnes ententes et à représenter efficacement nos membres. Mais en dehors du SCFP, il est tout aussi important que nous soyons solidaires des autres travailleurs canadiens qui sont durement frappés par la récession et que nous défendions les droits syndicaux fondamentaux des travailleurs du monde entier. Les membres du SCFP survivront à cette récession comme ils ont survécu aux autres. Nous mettrons nos ressources en commun et, ensemble, nous lutterons pour édifier des collectivités dynamiques pour que tous les Canadiens aient accès à des services publics fiables.

**Pour lire toute l'entrevue avec Paul Moist, allez à : [scfp.ca/la-replique/paulmoist](http://scfp.ca/la-replique/paulmoist)**



# Scènes de la vie syndicale



**Les travailleurs municipaux de Windsor sont en grève pour préserver leurs régimes de retraite et avantages sociaux si durement acquis. La Ville de Windsor veut réduire les prestations de retraite et créer un système à deux vitesses en vertu duquel certains travailleurs continueront à profiter d'avantages sociaux à la retraite et d'autres non.**

*Les Scènes de la vie syndicale sont des faits saillants sur des campagnes, des négociations et des activités régionales entreprises dans tous les coins du pays. Avec environ 600 000 membres, nous avons beaucoup d'histoires à raconter et ces rapports ne sont qu'un aperçu de ce qui se passe chez nous. Pour tout savoir sur ces comptes-rendus régionaux, allez à [scfp.ca/la-replique](http://scfp.ca/la-replique)*

## Une victoire pour les occasionnels au N.-B.

Le SCFP vient de remporter une importante victoire pour la reconnaissance des droits des travailleuses et travailleurs occasionnels du Nouveau-Brunswick. La juge Paulette Garnett de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick a statué que la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est contraire à l'article 2(d) sur le droit à la liberté d'association de la Charte des droits.

La juge Garnett a indiqué que pour plusieurs années, la province en tant qu'employeur a imposé à ces occasionnels des conditions qui peuvent seulement être décrites comme « inéquitables ».

La juge a accordé un an à la province pour redresser la situation.

Dans d'autres nouvelles les travailleurs du Nouveau-Brunswick ont été durement touchés par le dernier budget provincial, qui gèle les salaires, réduit les programmes et les services et fait disparaître de bons emplois bien payés de nos communautés.

Au début de mars, le Conseil des syndicats de foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick concluait un accord de principe avec l'Association des foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick. L'accord de principe a été ratifié par les travailleurs de 46 foyers de soins infirmiers au N.-B.

Le lendemain, le gouvernement du N.-B. étendait son gel salarial de deux ans aux travailleurs du secteur public, incluant les travailleurs

des foyers de soins infirmiers, et l'association des employeurs reniait l'accord conclu.

Quatre mille membres du personnel de soutien de l'éducation, représentés par la section locale 2745 du SCFP, subiront les durs contrecoups de ces compressions. D'autres sections locales du SCFP, dont la section locale 1190 (manœuvres et métiers), la section locale 1840 (sténographes judiciaires provinciaux) et la section locale 1418 (réhabilitation et thérapie), sont en négociations ou s'y préparent. Tous les comités de négociation sont déterminés à obtenir la meilleure convention collective qui soit pour leurs membres et à résister à la politique de gel salarial.

[scfp.ca/nouveau-brunswick](http://scfp.ca/nouveau-brunswick)

## Sur le front de l'Île-du-Prince-Édouard

La principale campagne sur l'Île vise à sauver 11 petites écoles. Le SCFP-Î.-P.-É. a aidé à regrouper des représentants de la communauté qui seront touchés par les fermetures d'école et à former la Rural Alliance Coalition for Education (RACE) (Coalition de l'alliance rurale pour l'éducation). La campagne a été lancée pour faire pression sur le conseil scolaire et le gouvernement provincial afin que soient sauvées les petites écoles, qui sont le cœur et l'âme de nombreuses communautés.

[scfp.ca/ipe](http://scfp.ca/ipe)

## La Nouvelle-Écosse choisit le NPD

Le NPD a transformé le paysage politique du Canada Atlantique en formant un gouvernement majoritaire en Nouvelle-Écosse.

Les Néo-Écossais sont allés aux urnes le 9 juin, le gouvernement conservateur de Rodney MacDonald ayant été défait après trois années de régime minoritaire.

Le SCFP a organisé une campagne interne pour aider ses 16 000 membres et leurs familles à faire un choix éclairé.

[scfp.ca/nouvelle-ecosse](http://scfp.ca/nouvelle-ecosse)

## Le SCFP-T.-N. solidaire avec les travailleurs de Abitibi

Les délégués au congrès de la division du SCFP-T.-N. se sont joints aux employés de la papetière AbitibiBowater, maintenant fermée, à Grand Falls-Windsor, pour protester contre les tentatives de la société de se soustraire à ses obligations en matière de régime de retraite et d'indemnités de départ.

[scfp.ca/terre-neuve](http://scfp.ca/terre-neuve)

## On signe à Vidéotron!

Bonne nouvelle dans le secteur des communications du SCFP. Au terme d'une série d'assemblées générales tenues en mars dernier, pas moins de 95 pour cent des 2800 employés syndiqués de Vidéotron ont accepté l'entente de principe conclue par leur comité de négociation. Le contrat de travail, d'une durée de cinq ans, prendra fin en 2013 et prévoit des hausses salariales de trois pour cent par année.

Fait exceptionnel dans le contexte de la récession, avec cette entente des centaines d'emplois syndiqués seront bientôt créés, notamment au nouveau centre d'appels de Joliette. Les salariés ont aussi obtenu le comblement de plusieurs postes, l'établissement de planchers d'emploi – lorsqu'il existe encore de la sous-traitance pour les fonctions concernées – et le rapatriement de tâches qui étaient confiées en sous-traitance. En contrepartie, l'employeur bénéficiera d'une flexibilité accrue pour la modernisation de son réseau et le déploiement du sans-fil 3G. Une négociation dont les résultats sont plus que positifs selon les représentants syndicaux. « Le processus a été long et parfois ardu, mais on est heureux de l'entente, a déclaré Denis Plante, conseiller du SCFP. Finalement, tout le monde y trouve son compte, les emplois de nos membres sont sécurisés et on améliore leurs conditions de travail. »

Soulignons de plus que les syndiqués ont négocié un projet de télétravail et la possibilité pour les employés de 55 ans et plus de modifier leur temps de travail en réduisant leurs heures ou leurs journées de travail. Cette ouverture à la conciliation travail-vie sera également offerte aux syndiqués désirant retourner aux études pour enrichir leur formation.

[scfp.ca/quebec](http://scfp.ca/quebec)

## Survivance de l'Ontario

La section locale 82 du SCFP, qui représente 387 cols bleus, et la section locale 543 du SCFP, qui représente 1400 cols blancs de la ville de Windsor, ont fait la grève en avril. La ville voulait retirer les avantages sociaux aux nouveaux employés, en plus de proposer un gel salarial.

Un modèle clair a été établi pour les négociations coordonnées dans le secteur des services aux personnes ayant des déficiences intellectuelles de l'Ontario (AIC). Cinquante unités de négociation sont à la table cette année. Au moment de rédiger ces lignes, cinq d'entre elles ont obtenu un règlement qui a atteint les critères prévus dans les propositions coordonnées prioritaires établies par le secteur.

La section locale 3903 du SCFP a obtenu un règlement avec médiation à l'Université York après l'une des grèves les plus longues de l'histoire du secteur universitaire canadien. Le gouvernement ontarien a imposé une loi de retour au travail aux professeurs à contrat et aux étudiants, ainsi qu'aux aides-enseignants et aux adjoints de recherche. L'un des résultats principaux des moyens de pression a été la création de postes d'enseignement à long terme, qui offrent une certaine stabilité aux professeurs à contrat enseignant depuis plus de 10 ans.

[scfp.ca/ontario](http://scfp.ca/ontario)

Suite à la page 4



**Le président national du SCFP Paul Moist se joint aux membres du SCFP et à d'autres travailleurs pour participer à une manifestation à Hamilton. « Nous devons nous unir pour exiger que le gouvernement fournisse des services publics à tous et qu'il protège et accroisse les régimes de retraite, les droits de la personne, les droits syndicaux et les programmes sociaux », a-t-il déclaré.**

### **Le SCFP-Manitoba lutte contre la privatisation**

Depuis la nouvelle année, le SCFP-Manitoba a renforcé sa capacité à servir ses membres et à réagir aux pressions économiques. De nombreuses activités ont été organisées pour former les membres, planifier stratégiquement et entreprendre l'action politique. Une grande campagne anti-privatisation est en cours à Winnipeg et les travailleurs des foyers de soins personnels collaborent pour répondre aux besoins exprimés dans les lieux de travail.

[scfp.ca/manitoba](http://scfp.ca/manitoba)

### **En attendant les « amendes »**

Les leaders du SCFP du secteur de la santé se demandent quand le gouvernement du Parti de la Saskatchewan commencera à « imposer des amendes » aux régions sociosanitaires qui enfreignent la *Loi sur les services essentiels*.

Selon les plans révisés des employeurs en matière de services essentiels, plus de 75 pour cent des 12 600 travailleurs de la santé du SCFP sont jugés « essentiels », ce qui est inexact, incomplet et non conforme à la *Loi*.

Dans une lettre adressée en mars aux régions sanitaires, le SCFP détermine quatre points spécifiques où les employeurs enfreignent la *Loi*.

En vertu de la *Loi sur les services essentiels* dans le secteur public du gouvernement, toute personne qui ne se conforme pas à la *Loi* est coupable d'infraction et pourrait devoir payer des amendes allant jusqu'à 50 000 \$.

[scfp.ca/saskatchewan](http://scfp.ca/saskatchewan)

### **Le gouvernement s'en prend aux paramédics et travailleurs de la santé**

Le ministre de l'Emploi de l'Alberta Hector Goudreau a annoncé l'entrée en vigueur de nouveaux règlements qui obligeront les paramédics et les travailleurs de la santé de l'Alberta à se fusionner aux unités de négociation d'autres syndicats.

Les 1600 travailleurs de la santé du SCFP seront obligés de se fondre dans une immense unité de négociation provinciale du personnel de soutien des hôpitaux et d'être représentés par l'Alberta Union of Provincial Employees (AUPE) (Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta). Pourtant, en 2005, beaucoup de nos membres avaient voté, à 2 contre 1, en faveur de leur maintien au sein du SCFP et contre leur adhésion à l'AUPE.

Prenant la parole à une manifestation contre cette mesure, le président national du SCFP Paul Moist a décrié le mépris manifesté par le gouvernement provincial à

l'égard du choix démocratique des membres du SCFP.

[scfp.ca/alberta](http://scfp.ca/alberta)

### **Le point sur la Colombie-Britannique**

Nous avons été très occupés en Colombie-Britannique. La section locale 105 du SCFP a remporté une grande victoire dans les îles de la Reine-Charlotte, la collectivité ayant voté en faveur du maintien des services publics de collecte des ordures. La lutte pour les services publics a reçu un autre coup de pouce avec la publication du rapport Parks sur les PPP, qui déboulonne le mythe voulant que cette forme de partenariat soit plus économique. Cinq membres de la section locale 2254 du SCFP à la bibliothèque publique de Grand Forks ont fait face à leur premier lockout et ont obligé l'employeur à revenir à la table de négociation. En outre, les 3500 ambulanciers paramédics de la province sont en grève pour obtenir l'équité salariale et des niveaux acceptables de dotation en personnel. Le SCFP a tenu sa première conférence sur les négociations en Colombie-Britannique, en vue de la grande ronde de négociations qui aura lieu l'année prochaine. Au congrès du SCFP-C.-B., 600 délégués ont adopté 21 résolutions, notamment pour exiger des moratoires sur

le développement de centrales électriques au fil de l'eau privées et d'usines d'exploitation de sables bitumineux. Le SCFP-C.-B. a joué un rôle actif auprès des membres aux élections provinciales, entre autres en publiant 12 fiches d'information dans quatre langues.

[scfp.ca/colombie-britannique](http://scfp.ca/colombie-britannique)

### **Le SEH se mobilise en faveur du changement**

Les membres ont passé des milliers d'heures au téléphone et dans les campagnes locales aux dernières élections en C.-B.

En mars, le SEH a aidé à organiser la première marche annuelle pour les services sociaux communautaires de Victoria.

Des accords de principe avec Sodexo, Aramark et Compass prévoient des améliorations significatives des salaires et des avantages sociaux pour 3500 travailleurs des services de soutien hospitaliers. La planification des conférences sur les négociations est amorcée en vue des prochaines négociations dans le secteur public, qui visent près de 40 000 membres.

Le SEH-SCFP résiste au maraudage mené par l'Union des infirmières et infirmiers de la C.-B. auprès des IAA du syndicat.

[www.heu.org](http://www.heu.org)



**Les travailleurs de la santé de l'Alberta aux piquets pour un choix syndical démocratique.**



**Les travailleurs des services sociaux communautaires manifestent à Victoria, en C.-B.**

# Les services publics sont en demande durant la récession

Pour la première fois depuis toute une génération, la reprise dépend entièrement de l'aide qu'apporte le secteur public à une économie du secteur privé en faillite.

**TOBY SANGER**  
ÉCONOMISTE POUR LE SCFP

Les Canadiens et d'autres dans le monde se débattent aujourd'hui avec les effets d'un difficile ralentissement économique. Déjà, les employeurs canadiens ont supprimé 321 000 emplois depuis octobre, le taux de chômage est passé à huit pour cent et beaucoup de travailleurs souffrent de baisses salariales et de la perte de la valeur de leur régime de retraite et de leurs placements.

Les récessions des années 1981-1982 et de 1990-1991 ont été causées en grande partie par des mesures intentionnelles du gouvernement visant à hausser les taux d'intérêts pour ralentir l'économie, réduire les salaires et diminuer l'inflation.

Cette récession est différente et elle est due aux immenses lacunes de notre système économique même : un secteur financier débridé, la déréglementation, la faible croissance salariale, l'endettement croissant des ménages, les inégalités, la privatisation et une mauvaise planification économique. Ce sont ces mêmes politiques que les gouvernements nous ont imposées au cours des trois dernières décennies—et ces mêmes politiques que nous critiquons depuis tout aussi longtemps.

Pour la première fois depuis toute une génération, la reprise dépend entièrement de l'aide qu'apporte le secteur public à une

économie du secteur privé en faillite.

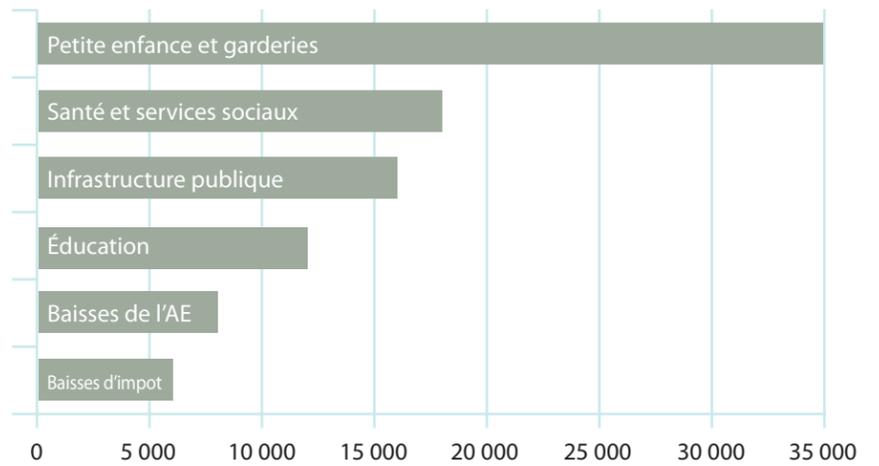
Les économistes conviennent que cette aide devrait porter surtout sur les dépenses publiques et sociales, l'investissement dans l'infrastructure, la sauvegarde des emplois et le maintien des soutiens sociaux et communautaires qui protègent les plus vulnérables. Ceci permettra d'assurer un rendement beaucoup plus intéressant que des baisses d'impôt et dirigera l'appui vers ceux qui en ont le plus besoin. Même les économistes des banques privées ont déclaré que le Canada a besoin d'une économie en « osmose ascendante », indiquant que les baisses d'impôt accordées aux sociétés ne seront d'aucune aide et que les réductions salariales créeront une spirale économique vers le bas.

La récession et la hausse du chômage entraînent une demande accrue pour un large éventail de services publics que les membres du SCFP aident à fournir : services sociaux, soins de santé, services communautaires, garderies, soutien à l'emploi et à la formation et bien d'autres. Les familles obligées de réduire leurs dépenses comptent davantage sur les programmes communautaires et récréatifs, le transport en commun et les bibliothèques. Des périodes comme celle que nous traversons font prendre conscience aux gens de l'immense valeur de nos services publics.

En plus de l'augmentation de

## Ce sont les dépenses publiques qui stimulent le mieux l'économie

### Emplois créés par 1 milliard de dollars



Source : Informetrica Ltd. et modèles d'entrées-sorties de Statistique Canada

leur charge de travail, les membres du SCFP subissent d'autres pressions. Tous les employeurs ont moins de revenus. L'élimination d'emplois et les réductions salariales dans le secteur public nuisent non seulement aux gens qui comptent directement sur ces emplois et ces services, mais peuvent aussi provoquer une spirale à la baisse des dépenses dans la communauté, une plus grande dépendance à l'égard des services publics chez les sans-emploi et des recettes fiscales moins élevées pour les gouvernements.

Les administrations locales et les gouvernements fédéral et provinciaux doivent préserver et répandre les services publics pour créer et sauvegarder les emplois, aider les plus vulnérables et stimuler la reprise de notre économie—sinon, cette récession durera beaucoup plus longtemps que nécessaire.

La santé de notre économie dépend de la solidité de nos services publics, à court et à long terme.

Pour plus d'information, [scfp.ca/economie](http://scfp.ca/economie)

## Lisez La Réplique. Gagnez une caméra vidéo Flip!

Bienvenue au nouveau bulletin du SCFP. Nous soulignons le lancement de la publication en organisant un concours. Visitez notre site Web, entrez le code ci-dessous et vous serez inscrit au tirage d'une caméra vidéo Flip, la caméra la plus branchée et la plus facile à utiliser qui soit.

Allez à : [scfp.ca/la-replique](http://scfp.ca/la-replique)  
Code du concours: **olcplaunch**

## Des membres du SCFP aident à mettre fin à un détournement

En avril dernier, cinq agents de bord membres du SCFP chez Can-Jet ont aidé à mettre fin à une prise d'otages survenue à Montego Bay, en Jamaïque.

Nathalie Stringer, agent de bord et vice-présidente régionale du SCFP, a insisté sur le fait que le rôle principal des agents de bord est d'assurer la sécurité des passagers : « Les agents de bord reçoivent une formation initiale intensive, appuyée de cours annuels. Des simulations les préparent aux prises d'otages, aux actes de terrorisme, aux passagers malades, aux incendies, à la fumée, à la turbulence et aux atterrissages d'urgence. »

Les passagers ne tarissaient pas d'éloges à l'égard des membres d'équipage qui ont réussi à calmer le tireur et à le convaincre de laisser sortir les 159 passagers de l'avion.



[scfp.ca/la-replique/transportaerien](http://scfp.ca/la-replique/transportaerien)

# Les régimes de retraite : état des lieux

Une entrevue avec **Claude Généreux**, secrétaire-trésorier national du SCFP



PAR SÉBASTIEN GOULET

*Qu'est-ce que la crise économique actuelle a changé pour nos régimes de retraite?*

Le cœur, les fondations de nos régimes ont été touchés. La Bourse a chuté de plus de 40 pour cent. Ça se compare à la Grande Dépression de 1929-1933. Nos régimes de retraite ont perdu beaucoup de la valeur qu'ils avaient gagnée depuis 10 ou 15 ans.

*À ce moment-là, que peut-on faire pour ramener les régimes sur la bonne voie et assurer leur avenir?*

Premièrement, il faut comprendre les règles qui déterminent la santé d'un régime de retraite. Là, la première chose que les employeurs nous disent, c'est : « On devrait revoir les règles pour les assouplir. » Cela mène directement au sous-financement des régimes.

Alors, que peut-on faire pour de tels régimes en péril? Il faut changer les lois et règlements – mais dans le bon sens. Par exemple, quand les retraités ne sont pas des créanciers de premier rang, quand ils sont les derniers dans la ligne à être payés, il y a un problème! Il me semble que c'est assez injuste et immoral qu'on fasse passer une dette récente, quel qu'en soit le montant, petit ou gros, avant une dette envers ses retraités qui s'est constituée au cours de nombreuses années de cotisations.

*C'est une question de revoir les priorités humaines, donc?*

Oui, mais même au niveau économique, il est insensé que les retraités passent en deuxième. Nous parlions de régimes de retraite négociés avec des employeurs, mais la première pierre d'assise, ce sont les régimes de retraite publics auxquels tout le monde participe. Quand ces régimes ont été fondés, l'objectif était que les cotisations assurent une rente équivalant à

environ 25 pour cent du salaire au moment du départ à la retraite.

Et au moment où nous avons créé les régimes de retraite avec les employeurs, on pensait que ces régimes suppléeraient aussi à environ 25 pour cent des revenus, ce qui aurait donné 50 pour cent au total. Mais aujourd'hui, nous comptons sur encore plus que ça pour protéger notre niveau de vie. Donc, il faut plus de cotisations, plus de revenus. Et dans l'état actuel de l'économie, il y a encore moins d'argent qu'avant. Alors, on se retrouve avec une « tempête parfaite ».

*Donc, quelle pourrait être notre première priorité politique?*

Je crois que la priorité politique essentielle, qu'on soit un travailleur syndiqué ou pas et qu'on soit pourvu d'un régime de retraite au travail ou pas, et quel que soit le régime de retraite, c'est de revoir le régime de pension universel pour améliorer cette base-là. La base doit être revue pour nous assurer de remonter le niveau actuel de prestations de 25 pour cent à plus que cela. Moi, je vous dirais 50 pour cent.

Plusieurs personnes à travers le Canada, qu'elles soient du côté des travailleurs, du côté syndical ou même du côté financier, sont d'accord. Elles le sont pour des raisons toutes simples : si on ne le fait pas en pensant s'éviter un problème, on va avoir un problème encore plus complexe à affronter. Si nous laissons nos personnes âgées sans un soutien financier basé sur un revenu décent et une vie décente, des coûts financiers énormes vont ressurgir ailleurs – sans parler du coût humain!

**Pour entendre l'entrevue de Claude Généreux en balladodiffusion, allez à [scfp.ca/claude-generoux/](http://scfp.ca/claude-generoux/) balladodiffusion**

## Faits saillants du Conseil exécutif national, juin 2009

### Achetons canadien

La récente couverture médiatique sur les politiques « Buy American » du gouvernement Obama ne dit pas tout. Le gouvernement Harper et ses alliés des entreprises ont fait pression sur les provinces et les municipalités pour qu'elles renoncent à leur droit d'acheter des biens et des services de sources canadiennes. Cette position vise à permettre la conclusion d'autres accords de commerce, qui limitent notre droit démocratique de soutenir nos collectivités avant d'enrichir les grandes entreprises.

Le Conseil exécutif national a adopté une résolution engageant le SCFP à s'opposer à toute proposition qui aurait pour effet de limiter le droit démocratique des provinces et des municipalités de mettre en œuvre des politiques d'achat local et à collaborer avec des alliés pour appuyer la politique « Achetons canadien » partout au pays.

### Congrès national de 2009

Le Conseil a discuté de nombreux dossiers en préparation au congrès national, dont l'approbation des demandes soumises en vertu de la Caisse de

participation aux congrès par 45 sections locales. Toutes les sections locales recevront une convocation officielle au congrès au début de juillet.

### Affaires financières

Le Conseil a approuvé un don de 10 000 \$ au Fonds du tremblement de terre des Abruzzes, pour montrer encore une fois notre solidarité avec les populations frappées par des désastres naturels, le dernier s'étant produit en Italie le 6 avril.

### Climat économique pour les négociations

Les difficiles négociations que vivent beaucoup de sections locales à cause de l'actuel climat économique ont suscité une vive discussion. Le bulletin trimestriel « Climat économique pour les négociations », produit par l'économiste principal du SCFP, aborde une question clé pour les membres du SCFP : les avantages des services publics. Une importante nouvelle étude montre que la valeur en dollars des avantages procurés par les services publics est immense et dépasse celle des baisses d'impôt pour la très grande majorité des familles.

## Grève à Toronto



**Les cols bleus et cols blancs de la Ville de Toronto ont débrayé peu après minuit le 22 juin pour protester contre les concessions exigées par la direction. « Après six mois à la table de négociation, la Ville n'a toujours pas compris le message de nos membres, qui veulent être traités sur le même pied que tous les autres travailleurs syndiqués qui fournissent des services publics aux citoyens de Toronto », a déclaré Mark Ferguson, président de la section locale 416 du SCFP.**